Document generated on 07/05/2025 10:48 p.m.

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Les Cahiers de lecture de L'Action nationale

Une social-démocratie lucide

Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque (dir.), *Social-démocratie 2.0 Le Québec comparé aux pays scandinaves*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, 369 pages

Daniel Gomez

Volume 9, Number 1, Fall 2014

URI: https://id.erudit.org/iderudit/72997ac

See table of contents

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)
1929-5561 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Gomez, D. (2014). Review of [Une social-démocratie lucide / Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque (dir.), *Social-démocratie 2.0 Le Québec comparé aux pays scandinaves*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, 369 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, *9*(1), 7–9.

Tous droits réservés © Ligue d'action nationale, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

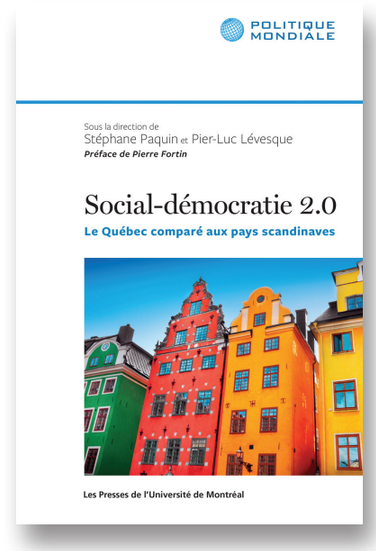
This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

UNE SOCIAL-DÉMOCRATIE LUCIDE

Daniel Gomez
Chef de pupitre, essais politiques



Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque (dir.) **Social-démocratie 2.0 Le Québec comparé aux pays scandinaves**

Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2014, 369 pages

En septembre dernier, le Parti social-démocrate des travailleurs (SAP) a repris le pouvoir en Suède après huit années d'opposition. Durant ces années, une coalition de centre-droite a géré la crise économique qui a sévi dans une bonne partie du monde occidental. Elle l'a fait avec succès en appliquant au pays des remèdes d'inspiration libérale. Certains ont alors crié à la fin du fameux « modèle suédois ». Le parti social-démocrate suédois (SAP) est sorti exsangue de ces huit ans d'opposition. À la dernière élection, il ne représentait plus qu'un maigre 31,3 % de l'électorat, lui qui avait gouverné sans partage de 1932 à 1976, époque de la social-démocratie triomphante. Les sociaux-démocrates sont maintenant fortement concurrencés par une pluralité de partis : centre, droite, extrême droite, gauche radicale, écologique. La fameuse cohésion sociale et le consensus, piliers du « modèle » corporatiste suédois, paraissent fortement ébranlés. Au Danemark et en Finlande, pays voisins, les scénarios se ressemblent, l'hégémonie politique sociale-démocrate se désagrège. Les partis sociaux-démocrates se trouvent encore plus contraints de composer avec des formations plus conservatrices ou plus radicales. Ces trois pays connaissent de toute évidence une destinée commune et, comme une grande partie de l'Occident, ils doivent faire face à de profonds bouleversements économiques. Ils semblent cependant y parvenir relativement bien, tout en gardant une bonne part de leur « culture » sociale-démocrate. C'est ce qui a incité Stéphane Paquin et Pier-Luc Lévesque, tous deux spécialistes en économie politique internationale comparée, à diriger treize collaborateurs québécois et internationaux dans le but de mieux comprendre le « miracle scandinave ». Ils comparent du même coup le modèle scandinave au « modèle » québécois. Cela donne un ouvrage collectif de 369 pages bien « fournies ».

Pourquoi Québec/Pays scandinaves ?

Où peut résider la pertinence de mettre côte à côte le Québec et les pays scandinaves ? Et bien, selon Paquin et Lévesque, il existe chez nous une trame historique corporatiste propre à la dynamique sociale-démocrate. Ils s'inscrivent ainsi dans le sillon de biens d'autres penseurs dont un des précurseurs est certainement Archibald Clinton avec son classique *Un Québec corporatiste*. Les auteurs veulent donc comprendre comment la société québécoise s'adapte aux profondes transformations économiques de ces dernières années et particulièrement en la mettant en parallèle avec le bilan des pays nordiques. Parmi les pays de l'OCDE, celui-ci est enviable. Qu'on en juge : une bonne croissance économique avec un taux de chômage relativement faible (tout en ayant des taux de syndicalisation record), une dette publique maitrisée et le plus fort degré d'égalitarisme des pays de l'OCDE. Les Scandinaves ont également les plus fortes dépenses publiques de l'OCDE alimentées par des taxes importantes. Bref, une réalité qui en apparence se situe à l'antipode du discours néolibéral.

> L'objectif de cet ouvrage est de comparer le Québec aux pays scandinaves selon plusieurs enjeux économiques et sociaux afin de comprendre ce qui fait le succès des pays scandinaves (p. 20).

Les collaborateurs se sont penchés sur des thématiques particulières dans une optique comparative. On voit d'abord en quoi consiste le modèle social-démocrate, peut-être la partie la plus intéressante du livre. Bo Rothstein et Sven Steinmo définissent d'emblée ce qu'est pour eux la social-démocratie :

> [...] la social-démocratie équivaut à une certaine forme de communautarisme qui met l'accent sur la solidarité sociale et qui repose sur des politiques renforçant l'unité sociale et la solidarité (p. 24).

Ils rajoutent que ce modèle repose sur trois engagements : a) des programmes sociaux universels financés par des impôts peu progressifs (les entreprises ne sont pas très taxées, mais les taxes de vente sont de 25 %) ; b) un soutien ferme à l'économie de marché tout en l'encadrant sévèrement ; c) un État progressiste sur le plan social, mais très allergique à l'endettement. Cette crainte de l'endettement semble être « inhérente » à la culture scandinave. Il faut garder en tête ces prémisses si l'on veut comprendre les particularités du modèle scandinave.

> *Ceux qui sont endettés ne sont pas libres (p. 94)*
> – Ministre suédois des Finances, 1990.

L'essai est divisé en une quinzaine de chapitres qui traitent chacun d'une thématique particulière. Après des parties introductives et comparatives générales, nous abordons ensuite des éléments historiques puis politiques. Puis les chapitres 7, 8 et 9 tournent autour de questions financières telles la fiscalité comparative ou le régime de retraite public en Suède que l'on compare à la RRQ. Les chapitres 11,12 et 13 touchent aux domaines de l'éducation. On y parle bien sûr du succès finlandais, mais aussi du succès québécois. Les derniers chapitres concernent les questions de représentation féminine, de pauvreté au Québec et de la montée notoire de l'extrême droite scandinave, qui va de pair avec une baisse sensible des sociaux-démocrates. Il s'agit d'un ouvrage consistant, rempli de données concernant une série de domaines et témoignant éloquemment de la performance sociale et économique des pays nordiques d'Europe, de leurs échecs ainsi que des lacunes, ou des succès, de la société québécoise.

Des sociaux-démocrates pragmatiques ou lucides ?

Le pragmatisme, c'est le concept très fort qui peut singulariser le modèle scandinave. Les sociaux-démocrates scandinaves ont érigé en objectifs ultimes la justice sociale et la solidarité ; ils ne semblent pas avoir de dogmes pour les préserver. Ils font montre d'une froide lucidité économique. À la page 13 de l'ouvrage, Pierre Fortin cite un de ses anciens professeurs d'origine danoise qui attribuait le succès économique des pays scandinaves à trois choses : a) la culture luthérienne pour qui le bien commun est la responsabilité de chacun ; b) la mentalité d'ingénieurs pragmatiques et la méfiance envers les envolées idéologiques ; c) l'admiration envers l'esprit d'entreprise. Nous ne sommes pas loin de Max Weber ! Il existe bien entendu une foule de variables qui expliquent la viabilité du modèle scandinave, qu'on qualifie aussi de corporatiste ou

Une social-démocratie...
suite à la page 8

Une social-démocratie...

suite de la page 7

de néo-corporatiste, mais j'ai personnellement la faiblesse de croire que le mode de pensée luthérien en a été un des éléments centraux, sinon l'élément central. Comme vu précédemment, si l'on compare les performances socio-économiques et sociales des pays sociaux-démocrates et des pays conservateurs ou libéraux, la supériorité des premiers donne un peu le vertige. Une foule de facteurs explique ce phénomène : préoccupation omniprésente de la productivité et de la concurrence internationale, une taxation très forte, mais des entreprises peu taxées ; forte taxe de vente, grosses dépenses publiques. Pour faire face à la crise, la Suède n'a pas hésité, par exemple, à réformer son État et à décentraliser au maximum ses fonctions. Actuellement, il n'existe plus que 13 ministères, contre 23 au Québec, mais il existe en revanche plus de 300 agences indépendantes avec leur propre budget. Ces agences sont tenues de rendre public le suivi de leurs objectifs financiers et opérationnels. En éducation, les Scandinaves ont instauré des politiques auxquelles l'on n'oserait même pas penser ici :

> En 1996 le principe de rémunération selon l'ancienneté dans l'éducation a fini par être aboli et les écoles sont responsables de l'embauche et de l'évaluation de leur personnel. C'est une pratique qui a fini par être acceptée par les syndicats (p. 91).

La gestion des ressources humaines est complètement décentralisée ; 90 % des salariés du secteur public ont des rémunérations individualisées. Vue du Québec, cela paraît surréaliste ! Et ce n'est pas tout, les États scandinaves ont également osé dérèglementer les marchés publics : téléphone, gares, trains, ligne de métro, etc. sont aujourd'hui opérés par des entreprises privées. On a même introduit la concurrence entre les organismes publics. Le système de santé a été réformé en profondeur ; le privé y a fait son entrée. Paquin, Godbout, Lévesque et Brady nous disent à la page 92 de l'ouvrage que les gouvernements ont massivement privatisé les systèmes de santé, à la manière nordique évidemment. Le résultat est que la part des coûts de santé dans les dépenses publiques a fortement baissé, tout en préservant l'accessibilité. Et il va sans dire que ces coûts sont inférieurs à ceux du Québec. Beaucoup de ces mesures ont pu être initiées par des gouvernements conservateurs, souvent de coalition, mais en préservant les traits culturels sociaux-démocrates et en particulier l'esprit de concertation.

La concertation, au cœur du corporatisme

Qu'est-ce que la social-démocratie ? La question semble simple, mais les réponses sont multiples. Elles vont tourner autour de l'État providence, de la forte présence syndicale, d'un parti social-démocrate puissant. On mentionne le scrutin proportionnel, les institutions publiques décentralisées et même des citoyens plus compétents sur le plan civique. Il a été également question de concertation institutionnalisée patronat/syndicat, c'est-à-dire de démocratie industrielle, pour définir ce qu'est le modèle. Pour certains, c'est là que réside le fondement de la social-démocratie, que l'on qualifie aussi de néocorporatisme.

Pier-Luc Lévesque et Patrick Brady abondent dans ce sens. Chacun à sa manière survole l'histoire de la Suède et du Danemark, pour approfondir les fondements et l'évolution du modèle. Celui-ci est né au tournant du XX^{e} siècle ; au Danemark, en 1899 plus précisément, avec les premiers accords entre le patronat et le mouvement syndical ou en Suède en 1906 avec *le Compromis de décembre*. Se mettent alors en place les premiers éléments de la concertation à la scandinave. Tout au long du siècle cette concertation va évoluer ; elle va connaitre des points forts et des points faibles dépendamment de l'évolution de l'économie et des rapports de force entre les grands acteurs institutionnels. Les deux grands acteurs, la LO (syndical) et la SAF (patronal), établiront des mécanismes de concertations et de négociations permanents en vue de déterminer les politiques sociales et industrielles suédoises, tout en garantissant une certaine paix sociale. Vers les années 1970, la conjoncture étant plus favorable aux travailleurs, la LO réclama davantage de démocratie industrielle et de droits de regard sur les entreprises. Le parti social-démocrate au pouvoir eut tendance à légiférer dans ce sens. Cependant, le pragmatisme scandinave fit en sorte que la productivité industrielle demeurait toujours un incontournable à respecter. Priorité était donc donnée au marché et au secteur productif de la société, le plus souvent privé. Puis, à partir des années 1980-1990, la roue a tourné, les économies occidentales se sont détériorées et la crise économique a frappé l'Occident. De plus, la composition de la population active s'est modifiée ; le nombre de cols bleus a diminué et celui des cols blancs a augmenté ; l'hégémonie de la LO s'est effritée au profit d'autres syndicats. Le PSD a perdu le pouvoir et la SAF s'est retirée des instances de négociation. Bref, les cartes ont été redistribuées. La concertation n'a pas disparu, elle a changé de visage. Les grandes négociations centralisées, cœur de la concertation scandinave, ont reculé et l'on négocie maintenant secteur par secteur, du « méso corporatisme » selon les termes de Patrick Brady (p. 127). L'esprit de concertation et de responsabilisation semble cependant demeurer. En témoigne l'« Industrial Agreement », accord adapté au nouveau contexte économique, passé entre douze organisations patronales et huit syndicats. Cet accord a inspiré la mise sur pied d'une pluralité d'accords, dont ceux du secteur public. L'influence de la SAF et de LO serait toujours très forte. Il semble donc que pour Brady, et en prenant la Suède comme exemple, le modèle social-démocrate existe toujours sous une forme peut-être plus néolibérale, oserai-je dire. La macro-concertation traditionnelle a fait place à une mésoconcertation, mais on baigne toujours dans une culture sociale-démocrate propre aux pays scandinaves. C'est sans doute ce qui a permis à la Suède de changer rapidement sa façon de faire en ce qui concerne l'épineuse question de la réforme des régimes de retraite dans laquelle nous nous engluons.

Bref, les cartes ont été redistribuées. La concertation n'a pas disparu, elle a changé de visage. Les grandes négociations centralisées, cœur de la concertation scandinave, ont reculé et l'on négocie maintenant secteur par secteur, du « mésocorporatisme » selon les termes de Patrick Brady.

Qu'en est-il du Québec ?

Patrick Brady écrit à la page 129 de l'essai :

> Le modèle québécois n'est pas à mille lieues des valeurs exprimées par le modèle suédois. [...] Le Québec se distingue du reste de l'Amérique du Nord depuis les années 1960 par son modèle de développement basé sur l'intervention de l'État, le nationalisme québécois et la concertation entre l'État et les groupes d'intérêt.

On pourrait ajouter que même avant les années 1960, en raison de son héritage historique corporatiste, la société québécoise se distinguait déjà de son environnement néolibéral. Actuellement, les mécanismes de concertation sont également plus nombreux que

suite à la page 9

Jacques Houle
Il était une fois des usines. Essor, déclin et relance de l'industrie québécoise
Montréal, Hurtubise, Collection Histoire et politique, Cahiers du Québec, 2014, 136 pages

Fonctionnaire fédéral ayant œuvré pendant plus de vingt ans dans le domaine du marché du travail, Jacques Houle se présente comme un homme de terrain, un citoyen inquiet devant la désindustrialisation aussi massive qu'accélérée de l'économie québécoise. Il dresse dans ce petit ouvrage une synthèse fort utile qui ne manquera pas de convaincre du bien-fondé de ses inquiétudes et de l'urgence d'agir.

En quinze ans à peine, l'économie du Québec a perdu 194 000 emplois manufacturiers. C'est près de 776 000 salariés qui, directement ou indirectement ont subi les effets de ce choc tellurique. C'est une catastrophe devant laquelle on ne peut rester indifférent. À Montréal seulement c'est 2 277 usines qui sont disparues depuis l'an 2000. Des données comme celles-là, Jacques Houle en présente à pleines pages. L'effet global est saisissant.

Les statistiques ne sont cependant pas ne sont pas livrées dans un inventaire desséché. Houle les inscrit dans une synthèse historique qui donnera un très bon aperçu des temps forts de l'industrialisation, dégageant les tendances qui permettent de comprendre aussi bien les facteurs qui ont structuré le secteur que ceux-là qui ont, en faisceau multiple, concouru à détruire des pans entiers de la capacité productive de l'économie du Québec. Même s'il ne rate pas d'être critique à l'endroit des théories économiques et des idéologiques qui ont favorisé le laisser-faire et la démission industrielle, Jacques Houle s'en tient aux faits. C'est ce qui fait l'intérêt de l'ouvrage : on y trouvera l'essentiel des clés pour comprendre l'ampleur du dégât. Et autant de faits pour justifier un optimisme modéré à l'endroit d'un possible redressement.

Les principaux problèmes sont bien décrits, les difficultés et les tergiversations collectives bien nommées. Le portrait est certes dur, mais jamais le trait n'est forcé. On pourrait le dire lucide, si le mot n'avait été si galvaudé. La perspective reste centrée sur l'action. Loin de baisser les bras, Houle en appelle en effet à un effort national de concertation et de mobilisation pour provoquer «la renaissance industrielle du Québec». Une renaissance essentielle au maintien et au développement d'une classe moyenne forte, au redressement de la balance commerciale, à la construction des économies régionales et à la relance d'une prospérité durable. L'ouvrage passe en revue les atouts - plus de vingt mille entreprises dans une foule de spécialités, des ressources naturelles abondantes, des surplus énergétiques, un secteur coopératif très fort, des institutions économiques originales, pour ne nommer que les principaux – et pointe plusieurs exemples de succès porteurs, de modèles inspirants et cerne bien quelques-uns des secteurs où il serait d'ores et déjà possible de lancer un grand effort collectif.

Nuancé et sans complaisance, l'exposé atteint ses objectifs. On en ressort convaincu de la nécessité d'agir et confiant dans la possibilité de réussir.

Robert Laplante
Directeur des Cahiers de lecture

suite de la page 8

sur le reste du continent. Présentement, dans certains domaines, la performance québécoise se compare avantageusement à celle des trois pays nordiques : en éducation cela semble positif, les écarts de revenu avant impôt s'amenuisent, le taux d'activité se rapproche de celui des pays nordiques, la productivité est égale, mais les Scandinaves exportent davantage et ce qu'ils produisent a plus de valeur. La dette publique du Québec est plus importante et la réforme de l'État est plus laborieuse ; celle du système de santé l'est encore plus. Il existe d'autres barrières : l'absence par exemple d'un grand organisme qui parlerait au nom du patronat et la même chose du côté des travailleurs.

Il existe enfin une variable déterminante dont on n'ose peut-être pas trop parler : la faible compétence civique des Québécois. Henry Milner en traite dans l'essai. Selon lui, les Québécois sont gravement affectés par une carence en matière de compétence civique ; domaine dans lequel les Scandinaves excellent : «[...] les populations scandinaves affichent des compétences civiques relativement plus élevées qu'ailleurs en Occident» p. 139.

Cela signifie que les citoyens comprennent mieux la réalité politique, qu'ils lisent plus, qu'ils votent plus, bref qu'ils participent davantage au processus démocratique. Le Canada se classerait parmi les derniers en ce domaine et le Québec fait encore plus mal. Le bilan que fait Milner aux pages 152 et 153 de la pratique de lecture et de télévision des Québécois est accablant. Un chiffre : 28 % ; c'est le taux d'analphabètes fonctionnels québécois, contre 20 % au Canada. Ce sont des chiffres tirés de l'Enquête internationale sur les capacités de lecture et d'écriture des adultes de l'OCDE de 1985. Comme indicateur de cette faible compétence civique, Milner mentionne aussi le faible tirage des journaux au Québec.

Les auteurs mentionnent enfin qu'il existe finalement ici une question nationale qui vient interférer davantage sur les relations entre acteurs sociaux : le patronat et les syndicats sont rarement du même côté de cette barrière nationale. De plus, le Québec ne possède pas tous les leviers nécessaires à un bon fonctionnement corporatiste. Les pays nordiques sont de vrais États, le Québec n'est qu'une province. Enfin, compte tenu de la position géographique de l'État québécois, il est difficile d'imaginer qu'on puisse y pratiquer la politique fiscale très élevée qui semble inhérente aux régimes sociaux-démocrates. ❖